

Lancement du rapport 2016 de l’Africa Progress Panel : *Lumière, puissance, action : électrifier l’Afrique*

Abidjan, Côte d’Ivoire

13 mars 2017

Discours d’ouverture de Kofi Annan

Chers invités, Mesdames, Messieurs,

C’est un plaisir pour moi d’être en votre compagnie ce matin, à Abidjan.

L’accès universel à des services énergétiques modernes est essentiel pour la transformation de l’Afrique.

L’Africa Progress Panel, que je préside, est ravi de collaborer avec la Banque africaine de développement et les autres grands acteurs mobilisés en faveur de ces changements nécessaires.

C’est dans cet esprit que j’ai volontiers accepté, l’année dernière l’invitation de M. Adesina, président de la Banque africaine de développement, de devenir l’un des principaux ambassadeurs du « New Deal » pour l’énergie en Afrique. Le leadership de M. Adesina, qui a su faire de la Banque l’un des chefs de file du « New Deal », est précisément ce dont l’Afrique a besoin pour changer de cap.

Dans son rapport 2015 intitulé *Énergie, population et planète : saisir les opportunités énergétiques et climatiques de l’Afrique*, l’Africa Progress Panel a évoqué pour la première fois le besoin d’une mobilisation plus active, en vue d’accélérer l’électrification du continent africain. Deux ans plus tard, la situation est toujours aussi pressante.

Près des deux tiers de la population africaine, soit 620 millions de personnes, n’ont toujours pas accès « à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable », l’objectif énergétique au cœur du Programme de développement durable à l’horizon 2030.

Le déficit énergétique de l’Afrique continue d’asphyxier la croissance économique, la création d’emplois, la transformation du secteur agricole et les progrès en matière de santé et d’éducation. La réussite de l’objectif de développement durable numéro 7, consacré à l’énergie, est indispensable à celle de nombreux autres objectifs.

Il y a cependant une bonne nouvelle. Nous avons fait toute la lumière, si j’ose dire, sur les stratégies à adopter pour relever ce défi.

Dans plusieurs pays, notamment l’Afrique du Sud, l’Éthiopie, le Kenya et le Maroc, les énergies renouvelables représentent une part croissante de la production nationale d’électricité.

Des initiatives prometteuses, axées pour la plupart sur les énergies renouvelables, telles que l’énergie solaire, éolienne et hydraulique, ont également été mises en place en vue d’approvisionner d’autres pays en électricité.

Ces initiatives doivent être déployées à beaucoup plus grande échelle, afin que les Africains qui n’ont pas encore accès à l’énergie moderne puissent bénéficier de l’électricité et de l’éclairage.

Ce message est au cœur du nouveau rapport de l’Africa Progress Panel, intitulé *Lumière, puissance, action : électrifier l’Afrique*, dont le lancement a lieu aujourd’hui.

Nous ne pouvons plus nous limiter aux approches traditionnelles d’extension du réseau, qui ne sont plus viables. Elles sont excessivement chronophages et ne répondent pas aux besoins des économies et des sociétés en pleine croissance. Au contraire, les États africains et leurs partenaires doivent s’attacher à redessiner leur avenir énergétique.

Il ne s’agit pas de cesser immédiatement toute consommation de combustibles fossiles au profit de sources d’énergie renouvelable. Comme l’indique clairement notre rapport, le coût de la transition énergétique risque d’être prohibitif à court terme, en particulier pour les grands producteurs de charbon et d’autres

combustibles fossiles utilisés dans la production d'énergie.

Nous invitons les gouvernements africains à exploiter toutes les sources d'énergie disponibles, afin de ne laisser personne de côté. Chaque pays doit choisir le bouquet énergétique le plus adapté à ses besoins, dans une optique de rentabilité et d'efficacité technologique maximales.

La part des installations hors-réseau à usage domestique et des mini-réseaux dans le bouquet énergétique augmentera progressivement, afin de répondre à la hausse rapide de la demande. Nous devrions également assister à l'émergence de systèmes énergétiques nationaux hybrides, plus modulables, qui permettront de concilier production sur-réseau et hors-réseau.

Les technologies mobiles ont d'ores et déjà permis à l'Afrique de devancer les technologies conventionnelles et d'améliorer l'inclusion sociale et financière. De même, nous estimons que l'innovation permettra à des millions d'Africains d'accéder à l'énergie, favorisant ainsi la santé, l'éducation, l'accès aux marchés et l'emploi.

En Afrique, le hors-réseau était auparavant considéré comme une solution provisoire, destinée à fournir un peu d'éclairage en attendant le raccordement au réseau, lequel prenait beaucoup de temps. Ces dernières années, le nombre de ménages desservis par le hors-réseau a fortement augmenté, contribuant à améliorer le quotidien de millions de personnes et à atténuer la pénurie chronique d'électricité.

À l'avenir, certaines installations hors réseau à usage domestique pourraient être raccordées au réseau, permettant aux ménages de vendre leur production d'électricité et d'obtenir un revenu supplémentaire. Ce type de dispositif existe déjà en Australie, aux États-Unis et dans certaines régions d'Europe. Toutefois, les États africains devront améliorer considérablement leur environnement politique et réglementaire avant de pouvoir le mettre en place.

Comme le montre notre nouveau rapport, « les installations solaires hors-réseau peuvent représenter les barreaux d'une "échelle énergétique", fournissant une

gamme de services énergétiques aux ménages et aux entreprises qui ont des besoins énergétiques et des revenus différents ».

Les mini-réseaux peuvent également offrir des alternatives permanentes et durables au raccordement au réseau, en particulier au fur et à mesure du lancement de produits fiables et abordables, attrayants pour les petites et moyennes entreprises dont les activités se déroulent à l'écart du réseau national.

Nous savons quels sont les priorités et les défis à relever.

Les États africains doivent non seulement promouvoir et piloter la généralisation des installations hors-réseau et des mini-réseaux, mais également poursuivre activement la modernisation des réseaux énergétiques nationaux, souvent peu fiables et financièrement fragiles.

Les services énergétiques sont souvent inefficaces et mal gérés. Le manque de responsabilité et de transparence en matière de gouvernance favorise en outre la corruption.

Le vol d'électricité, qui résulte souvent de ces négligences, et les pannes d'électricité récurrentes, dues à une mauvaise gestion, entretiennent un profond sentiment de frustration chez les citoyens.

Ils mettent en évidence les raisons pour lesquelles l'approvisionnement en électricité est devenu un sujet très politique dans plusieurs pays.

Les failles de la gouvernance énergétique font écho à celles de la gouvernance en général, lesquelles menacent de compromettre les efforts de développement dans un certain nombre de pays.

Par conséquent, quelles solutions les gouvernements africains et leurs partenaires peuvent-ils mettre en place, afin que le continent africain trouve son autonomie ?

Le secteur privé et le secteur public africains doivent faire preuve de leadership et devenir les ambassadeurs de l'« énergie pour tous ».

Les gouvernements doivent redoubler d'efforts et instaurer une réglementation appropriée, qui encourage le secteur de l'énergie à exploiter efficacement son potentiel de changement.

En Afrique et dans les autres régions, le secteur privé doit être incité à se lancer sur les marchés de la production, du transport et de la distribution énergétiques, à renforcer les liens sur toute la chaîne de valeur, et à établir des partenariats d'investissement à même de stimuler la croissance et l'emploi.

Bien que cette mission incombe à l'Afrique, qui devra se l'approprier et se positionner comme leader, l'avenir énergétique du continent concerne également le reste du monde. L'Afrique ne représente qu'une très petite part des émissions mondiales. Elle a pourtant souscrit sans réserve à la grande ambition de l'accord de Paris sur le climat, à savoir garantir progressivement et systématiquement un avenir sobre en carbone en vue de limiter le réchauffement climatique.

Dans le cadre de l'accord de Paris, les pays industrialisés ont promis des milliards de dollars en faveur de la transition énergétique, en Afrique et ailleurs. Cependant, comme nous le mentionnons à de multiples reprises dans notre rapport et dans le cadre de notre action de mobilisation de l'opinion publique, seuls très peu de fonds ont été versés à ce jour.

Mesdames et Messieurs,

Comme le souligne notre nouveau rapport, la transition énergétique s'annonce sous d'excellents auspices pour qui sait faire preuve d'un bon leadership. Plus d'un dirigeant possède la détermination et l'ardeur politique nécessaires pour relever ces grands défis et problèmes chroniques.

Nous invitons les gouvernements à rapidement mettre en place des plans et des politiques intégrés favorisant la transition énergétique de l'Afrique à grande échelle. La réussite de pays tels que l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Maroc ou le Rwanda, peut être prise comme modèle.

Les résultats nationaux sont essentiels, mais insuffisants. Les États africains doivent collaborer plus étroitement à l'échelle du continent afin de résoudre en profondeur les problèmes énergétiques. L'amélioration des échanges transfrontaliers d'électricité est capitale pour exploiter le potentiel énergétique de l'Afrique. Toutefois, moins de 8 % de l'électricité est aujourd'hui exportée d'un pays à l'autre en Afrique subsaharienne.

De toute évidence, il est nécessaire d'adopter une approche plus continentale en matière de développement et de gestion des infrastructures énergétiques, de façon à accélérer l'intégration énergétique régionale.

Pour cela, il faut intensifier la mise en commun des ressources d'électricité et l'harmonisation des réseaux nationaux. Il est également impératif d'augmenter massivement les investissements dans les infrastructures de transport régionales et dans la mise au point de nouveaux dispositifs de commercialisation de l'énergie.

L'objectif ultime devrait être de relier les nombreuses initiatives qui existent actuellement un peu partout en Afrique dans le secteur de l'énergie, afin de créer un grand réseau panafricain.

Nous savons quelles sont les solutions à mettre en place afin de réduire et, à terme, de résorber le déficit énergétique de l'Afrique. Nous devons à présent nous consacrer à leur mise en œuvre.

Il n'y a plus d'excuse possible.

Il est temps d'agir.